



NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE

UN. LIBRARY

11 NOV



Distr.
LIMITEE

T/COM.2/L.41
16 octobre 1957
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMUNICATION DE M. T.S. KADYANJHI CONCERNANT LE TANGANYIKA

(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement intérieur du Conseil de tutelle)

LABOUR OFFICE

P.O. BOX 118,

MWANZA.

Le 12 août 1957

Au Secrétaire d'Etat aux Colonies

Ministère des Colonies

LONDRES

Au Secrétaire principal auprès du Gouvernement du Tanganyika,

DAR ES SALAAM.

Au Commissaire pour les questions du Travail,

DAR ES SALAAM.

Au Directeur du Travail,

MWANZA.

AU SECRETAIRE D'ETAT PRINCIPAL AUX COLONIES DE SA MAJESTE.

DEMANDE D'AUGMENTATION DE TRAITEMENT

J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir examiner la question de la demande d'augmentation de traitement que j'ai présentée après avoir passé le concours, organisé les 3, 4, 5 et 6 décembre 1956 par la Royal Society for the Promotion of Health, pour un poste d'inspecteur sanitaire.

2. Sachant que le poste d'inspecteur sanitaire a été reclassé en 1953/54 à l'échelon C5-2 par la Commission des traitements, présidée par Sir David Lidbury, K.C.M.G., C.B., D.S.O., et à l'échelon C5-3 par le Tanganyika Technical Grading Committee constitué en 1955 par le Gouvernement du Tanganyika et placé sous la présidence de M. A. Emms, j'ai saisi de mon cas le Gouvernement du Tanganyika,

/...

mais celui-ci n'a pas encore donné suite à ma requête contre laquelle il élève diverses objections contestables.

3. Afin de vous exposer tous les faits ayant trait à ma réclamation, je me permets de joindre à la présente lettre copie de la correspondance que j'ai échangée avec le gouvernement^{1/}. Dans la lettre qu'il m'a adressée en juin 1957, No EBB, 8581, le Secrétaire principal disait qu'il avait été chargé de m'informer que le titre minimum à présenter pour être nommé inspecteur d'hygiène est le certificat d'inspecteur sanitaire délivré par le Royal Sanitary Institute et le Sanitary Inspectors' Examination Joint Board ou par la Royal Sanitary Association of Scotland. A ce sujet, j'ai des raisons de penser que, si le Secrétaire principal ne croit pas au dictum selon lequel un Noir, fût-il aussi riche que Crésus, aussi sage que Socrate ou aussi vertueux que Saint-François, se voit automatiquement dénier les droits politiques qui sont le privilège héréditaire du dernier des Blancs, il a reçu des instructions erronées, les directeurs oubliant que nous sommes ici en Afrique et que l'Afrique doit appartenir aux Noirs. Il ressort clairement de mon mémoire du 10 juin 1957 que le certificat d'inspecteur sanitaire délivré par le Royal Sanitary Institute et le Sanitary Inspectors' Examination Joint Board donne à son titulaire le droit d'être nommé inspecteur d'hygiène en Angleterre et au Pays de Galles et que le certificat de la Royal Sanitary Association of Scotland est, de même, valable pour l'Ecosse. Mais il s'agit ici du Tanganyika et mon certificat atteste que je suis qualifié pour remplir les fonctions d'inspecteur sanitaire au Kenya, dans l'Ouganda, au Tanganyika et à Zanzibar. Dans ces conditions, pourquoi le Gouvernement du Tanganyika prétend-il ne tenir aucun compte de mes titres? Je me rends compte maintenant que la discrimination raciale sévit parmi nous. Je me souviens d'ailleurs qu'un Européen possédant un certificat d'inspecteur sanitaire sud-africain, délivré par la Royal Society of Health, a été nommé le 12 avril 1955 à un poste d'inspecteur d'hygiène au Département médical du Tanganyika. Comme il s'agissait d'un blanc, on ne s'est pas préoccupé de savoir s'il avait le certificat délivré par le

1/ Note du Secrétariat : Les pièces jointes en question ont été déposées dans les archives du Secrétariat où les membres du Conseil de tutelle peuvent les consulter sur demande.

Royal Sanitary Institute et le Sanitary Inspectors' Examination Joint Board ou la Royal Sanitary Association of Scotland. Alors pourquoi le fait-on dans mon cas?

4. Cette manière d'agir est contraire à la déclaration faite le 16 décembre 1952 par votre prédécesseur, qui a dit : "La deuxième chose dont je voudrais parler et qui a certains rapports avec la ségrégation raciale est le régime en vertu duquel les Africains et les Asiatiques qui occupent des postes supérieurs dans l'Administration ne reçoivent que les trois cinquièmes du traitement versé à leurs collègues européens, alors qu'ils possèdent des titres égaux. Je désapprouve pareil système et j'espère que l'on y mettra fin. Mais cela ne signifie pas - je dois être tout à fait franc - qu'il puisse y avoir une égalité parfaite, pour ce qui est des traitements, entre ceux qui résident dans le pays et ceux qui ont des obligations particulières en dehors du pays". Ce refus d'augmenter mon traitement m'est apparu comme une forme d'atteinte aux droits de l'homme. Le seul motif pour lequel le Gouvernement du Tanganyika ne tient pas compte de mes titres est d'ordre racial. J'ai étudié les sciences sanitaires au Bennett College, à Sheffield - en suivant exactement les programmes établis pour le Royaume-Uni - avec, comme matière supplémentaire, l'hygiène et l'assainissement du milieu dans les régions tropicales. Pourquoi donc agit-on de la sorte avec moi?

5. Il est clair que la dernière phrase du paragraphe 333 du rapport Lidbury - qui est ainsi conçue : "Le diplôme requis pour l'exercice de ces fonctions devrait être celui du Royal Sanitary Institute ou de la Royal Sanitary Association of Scotland" - tranche la question en ma faveur. Il conviendrait de rechercher la raison pour laquelle les mots "et du Sanitary Inspectors' Examination Joint Board" ne figurent pas dans cette phrase. En réalité, je l'ai indiquée dans ma lettre du 10 juin 1957.

6. Pour ce qui est de la seconde question soulevée par le Secrétaire principal, à savoir celle de l'adhésion, en qualité de membre associé, à la Royal Society of Health, il a oublié, je tiens à le signaler, que des techniciens de même niveau reçoivent des diplômes du même niveau. Sinon, dans le cas présent, il aurait compris que les certificats délivrés par la Royal Society of Health et par les Examinations Joint Boards sont d'un niveau égal, ainsi que je l'ai déjà expliqué dans mon mémoire du 10 juin 1957.

/...

6. A l'heure actuelle, je suis maintenu à l'échelon E4. Le traitement qui m'est versé me permet tout juste de vivre.

Je vous serais très reconnaissant de bien vouloir examiner favorablement ma requête.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Thomas S. Kadyanjih, A.R.S.H.,
M.P. Inst.

Copie à l'Organisation des Nations Unies
Lake Success, New-York, Etats-Unis

Pour information et demande d'assistance fondée spécialement sur la Déclaration universelle des droits de l'homme (articles 21 et 23).
